

Nouvelle menace pour l'intégration maghrébine ?

L'altercation diplomatique entre le Maroc et l'Afrique du sud - Rabat a rappelé son ambassadeur à Pretoria - à propos du Sahara occidental, et le rôle prêté par Rabat à l'Algérie dans ce dossier, menacé de marquer un nouveau coup d'arrêt à l'intégration maghrébine.

Le Maroc et l'ensemble de sa presse ont réagi avec indignation à la décision sud-africaine, annoncée mercredi, de reconnaître officiellement la République arabe sahraouie démocratique (RASD), un Etat proclamé en 1976 par le front Polisario qui dispute au Maroc la souveraineté sur le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole. Les critiques marocaines visent d'abord Pretoria et sa décision "partiale, surprenante et inopportune". Pour le président sud-africain Thabo Mbeki, la situation du Sahara occidental est "un motif de grande hon-

te", du fait de l'absence d'une solution d'autodétermination pour les populations concernées. Mais les commentaires officiels et la presse du royaume marocain s'en prennent essentiellement à l'Algérie, principal soutien du front Polisario dont les combattants armés - comme les structures de la RASD - sont hébergés dans le sud algérien, en face du territoire convoité du Sahara occidental annexé par le Maroc en 1975.

« Cherchez l'Algérie! », titrait vendredi le quotidien *Al Alam* (nationaliste) qui assure que "tout était programmé entre les autorités algériennes et le gouvernement sud-africain". Plusieurs journaux ont évoqué les intérêts commerciaux qui lient l'Afrique du sud à l'Algérie, ces deux pays aux extrémités du continent étant accusés de vouloir former un "axe" pour dominer toute la région. La "collusion" entre Alger et Pretoria "met en relief l'équation évidente de l'échange pé-

trole-armements" et "les contours d'une hostilité inédite à l'égard du Maroc", estime Le Matin (gouvernemental) sous le titre "Algérie, Afrique du Sud, collusion contre nature". La dispute territoriale sur le Sahara occidental - un dossier promu au rang de "cause sacrée" par le Maroc - constitue le principal obstacle, depuis bientôt trente ans, aux efforts d'intégration régionale du Maghreb. Créée en 1989, l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui regroupe le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, a été handycapée par ce conflit que relance la décision sud-africaine. Les tentatives de règlement diplomatique déployées par l'Onu depuis 1991, date de la signature d'un accord de cessez-le-feu entre le Maroc et le front Polisario, ont buté notamment sur un projet de référendum d'autodétermination qui n'a jamais pu aboutir faute d'un accord sur la liste des votants. Les autorités marocaines, qui ne veulent envisager aucune autre solution que celle d'un rattachement définitif du "Sahara marocain" au royaume, estiment que l'Algérie est le responsable du blocage. Alger voudrait, selon certains commentaires marocains, se ménager un accès à l'Atlantique via un "Etat fantôme" à sa dévotion. La diplomatie marocaine traverse une mauvaise passe dans ce dos-

La situation du Sahara occidental motif "de grande honte"

selon Thabo Mbeki

Le président sud-africain Thabo Mbeki a estimé jeudi que la situation actuelle du Sahara occidental était "un motif de grande honte", au lendemain de l'annonce par son gouvernement de l'établissement de liens diplomatiques avec cette république auto-proclamée. "C'est un motif de grande honte et de regret pour nous tous que la question de l'auto-détermination pour le peuple du Sahara occidental reste non résolue", a déclaré M. Mbeki lors de l'inauguration du Parlement panafricain (PAP) à Midrand (nord-est). "Cela nous impose à tous le défi de nous assurer que nous fassions tout ce qui est possible pour garantir à ce peuple frère de jouir aussi de ce droit fondamental et inaliénable, dont la défense par l'ensemble de notre continent nous a apporté notre liberté", a ajouté le président sud-africain. L'Afrique du Sud a annoncé mercredi qu'elle avait décidé d'établir, avec effet immédiat, des relations diplomatiques avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD), auto-proclamée en 1976. Le Maroc a immédiatement réagi en annonçant le rappel en consultation de son ambassadeur à Pretoria, déplorant une "décision partielle, surprenante et inopportune" et exprimé "sa déception face à la nouvelle politique extérieure du gouvernement sud-africain". La RASD, et le Front Polisario qui en est le bras armé, disputent au Maroc la souveraineté sur le Sahara occidental, une ancienne colonie espagnole annexée par Rabat en 1975.

Le nouvel envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, Alvaro De Soto, vient d'affirmer à Alger qu'il était "mandaté" pour trouver "une solution fondée sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui". M. De Soto, qui a succédé à l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker, réaffirma ainsi l'attachement onusien à l'autodétermination que le Maroc

juge officiellement "obsolète et inapplicable". Le Sahara occidental est un territoire quasi désertique de 266.000 km², bordé au nord par le Maroc, au sud par la Mauritanie et à l'est par l'Algérie. Riche en phosphates, ce territoire peuplé de 300.000 personnes a jusqu'à présent déçu les espoirs des compagnies pétrolières qui y effectuent d'incessants forages.

La presse marocaine critique Pretoria et accuse Alger

La reconnaissance par Pretoria de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a été vivement critiquée vendredi par la presse marocaine qui accuse Alger d'avoir inspiré la décision sud-africaine. Rabat a décidé de rappeler en consultation son ambassadeur à Pretoria après cette décision sud-africaine. La RASD est un Etat proclamé en 1976 par le front Polisario qui dispute au Maroc la souveraineté sur l'ancienne colonie espagnole du Sahara occidental. "Cherchez l'Algérie!", titre le quotidien *Al Alam* (nationaliste) qui assure que "tout était programmé entre les autorités algériennes et le gouvernement sud-africain". "Algérie, Afrique du Sud, collusion contre nature", titre de son côté *Le Matin* (proche du gouvernement) qualifiant la décision de Pretoria de "déplorable et étrange". Pour le quotidien *Aujourd'hui Le Maroc*, "la décision sud-africaine est sans conteste un coup dur pour la diplomatie marocaine". "Il est clair que nous avons mal travaillé, voire très mal", ajoute ce journal qui appelle à reconnaître ce fait et à en "tirer les conséquences". "C'est le timing qui donne à réfléchir", estime L'Economiste (indépendant) en soulignant que la décision sud-africaine survient à la veille de la tenue de l'Assemblée générale de l'Onu. "C'est une manoeuvre algérienne pour torpiller l'initiative marocaine qui sera présentée prochainement à New York" concernant le Sahara occidental, estime L'Economiste. "Ce qui étonne, c'est que la décision de Pretoria survient peu de temps après qu'il eut présenté une proposition dans laquelle il appelle notre pays et le Front Polisario à se rencontrer en Afrique du Sud", écrit *Al Itihad Al Ichiraki* (socialiste). "Le Maroc est sur sa terre (ndlr: le Sahara occidental), c'est là une réalité que comprennent parfaitement les militants sud-africains qui ont bénéficié du soutien total de notre pays lors de la lutte contre l'apartheid", ajoute le journal. Plusieurs journaux évoquent les intérêts commerciaux qui lient l'Afrique du sud à l'Algérie. La "collusion" entre ces deux pays "met en relief l'équation évidente de l'échange pétrole-armements" et "les contours d'une hostilité inédite à l'égard du Maroc", conclut *Le Matin* (gouvernemental).